

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Au-Bresil-de-nouveaux-reacteurs-nucleaires>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°87 > **Au Brésil, de nouveaux réacteurs nucléaires ?**

15 janvier 2021

Au Brésil, de nouveaux réacteurs nucléaires ?

Élu président du Brésil voici presque deux ans, Jair Bolsonaro tente d'appliquer le programme de sa campagne électorale tapageuse, et notamment les orientations énergétiques pensées par son ex-collègue militaire, le général Oswaldo Ferreira, avec la construction de grands barrages hydro-électriques et de réacteurs nucléaires.



C'est ainsi que ressortent de vieux projets soi-disant indispensables aux besoins et à la grandeur du pays. Bento Albuquerque, le ministre des Mines et de l'Énergie, Amiral de la Marine, a déclaré que le programme nucléaire brésilien est une priorité pour le Brésil et que le pays revient à un niveau "dont on peut rêver". Ce n'est pas un hasard si le même ministre a signé en février dernier un protocole d'accord sur l'énergie nucléaire avec son homologue des États-Unis, compte tenu des connivences entre Bolsonaro et Trump.

La mise en fonctionnement du réacteur Angra 3 est une priorité déclarée. L'idée de ce réacteur à eau pressurisée (1 450 MWe), de technologie allemande, remonte à 1976. Sa construction commence en 1984, puis s'arrête en 1986, pour raisons environnementales et financières. Relancée par Lula et les entreprises Eletronuclear et Areva en 2010, le chantier s'arrête à nouveau en 2015 pour raison de corruption généralisée. Officiellement, le génie civil est réalisé à 67 % et les dépenses s'élèvent à 1,5 milliard d'euros. Les nucléocrates brésiliens estiment qu'il faudrait encore 2,5 milliards d'euros pour rendre opérationnel ce réacteur de conception obsolète.

Le projet dévoilé par Eletronuclear en janvier 2011 de construire une centrale nucléaire de 6 600 MWe dans l'État de Pernambuco (Nordeste brésilien) ressort également. Ses six réacteurs seraient installés sur les rives du fleuve São Francisco, du fait d'un sol stable et de la faible densité de population, qui s'est pourtant mobilisée contre le projet, notamment en 2012 avec la Marcha dos Aguas. Aujourd'hui, des activistes antinucléaires interpellent à nouveau la société civile et les responsables politiques. En juillet 2020, une pétition 1 a été lancée par des membres de la Connexion Virtuelle Antinucléaire pour demander aux députés de ne pas amender la Constitution du Pernambuco, laquelle interdit l'installation de centrales nucléaires sur son territoire. Il s'agit d'apporter un soutien aux habitants d'Itacuruba qui savent que la radioactivité, une fois libérée par les "bouilloires", ne disparaît pratiquement jamais.

Au Brésil comme ailleurs, les voisins des mines d'uranium subissent déjà les conséquences de la radioactivité, à commencer par ceux de la mine de Poços de Caldas (État du Minas Gerais) exploitée jusqu'en 1995, laissant un grand trou et un barrage fait de stériles radioactifs. Ce trou a commencé à se transformer en poubelle de tous les rejets radioactifs brésiliens, mais l'opposition de la population a interrompu ce processus. Le barrage risque de rompre à tout instant.

Depuis 1999, des mines d'uranium existent près des villes de Lagoa Real et de Caetité (État de Bahia). Les nucléocrates veulent aujourd'hui exploiter intensivement une nouvelle mine d'uranium et phosphate à Santa Quitéria (État de Ceará).

La communication des lobbies nucléaires brésiliens est très offensive dans les médias et sur les réseaux sociaux, appuyée par l'AIEA et le réseau "Stand Up For Nuclear". Leurs sites vantent une énergie propre, émettant très peu de CO2 et indispensable pour protéger le climat. Mais les coûts réels de l'énergie nucléaire et l'accumulation de mensonges, de secrets de la filière et des fuites d'uranium provoquent une suspicion réelle chez les citoyens brésiliens.

Soyons solidaires et souhaitons que la société brésilienne décide d'un avenir sans nucléaire.

Bernard Cottier et Chico Whitaker